



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Administration économique et sociale
(AES)

de l'Université d'Evry-Val-d'Essonne
- UEVE

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académie : Versailles

Etablissement déposant : Université d'Evry-Val-d'Essonne - UEVE

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilitation(s) au niveau de la mention : /

Mention : Administration économique et sociale (AES)

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA150007616

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université d'Evry Val d'Essonne, UFR SHS, 2, rue du Facteur Cheval, 91025 Evry

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

Le master mention *Administration économique et sociale* est une formation pluridisciplinaire en Droit, Economie, Gestion et Sociologie. La mention est adossée à différents laboratoires de recherche : le Centre de Recherche sur la Formation (CRF) du Centre National des Arts et Métiers (CNAM), le Laboratoire en Innovation, Technologies, Economie et Management (LITEM) et le Centre Léon Duguit. Elle a pour objectif de transmettre aux étudiants des connaissances pluridisciplinaires afin de leur permettre d'acquérir des compétences nécessaires pour exercer une activité professionnelle en tant que cadres dans les entreprises, les organisations non gouvernementales (ONG) ou les collectivités territoriales.

La mention est organisée à partir d'une première année de master (M1) comportant un tronc commun aux trois spécialités et des unités d'enseignement (UE) spécifiques à chaque spécialité. Le M1 permet aux étudiants d'accéder aux spécialités de seconde année de master (M2). Les trois spécialités proposées sont à finalité professionnelle : *Gouvernance et encadrement des organisations* (GEO), *Coopérations et solidarité internationale* (CSO) et *Administration et développement territorial* (ADT) avec cependant des possibilités de poursuite en thèse pour la spécialité CSO. Les trois spécialités sont ouvertes à la formation continue et un parcours de la spécialité GEO est ouverte en alternance. Aucune spécialité ne fait l'objet d'une co-habilitation ou n'est délocalisée.

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

La mention constitue le débouché naturel de la licence AES de l'établissement et se place en complément de la mention *Sciences du management*. De ce point de vue cependant, la spécialité GEO devrait faire l'objet d'une justification plus précise par rapport à la mention *Sciences du management*.

En M1, les étudiants suivent un tronc commun pour les trois-quarts des enseignements. Ce tronc propose aux étudiants les connaissances fondamentales en management, droit et économie. Les étudiants ont le choix entre plusieurs parcours correspondant aux spécialités de M2. Cette organisation permet un large choix aux étudiants tout en assurant une mutualisation renforcée. Cependant, on ne connaît pas les possibilités de passerelle entre les parcours et les modalités d'information des étudiants sur les parcours requis permettant d'accéder aux spécialités de M2. Aucune mutualisation n'est présente au niveau du M2 avec des spécialités indépendantes. Les intitulés des enseignements sont souvent généraux et vagues et l'on ne dispose d'aucune information sur leur contenu.

La mention est adossée à trois laboratoires de recherche dont la qualité est un atout pour la mention, avec des UE de méthodologie de la recherche et des mémoires à rendre en M2 pour les étudiants dans certaines spécialités. Chaque spécialité propose des équipes pédagogiques composées d'enseignants-chercheurs et d'intervenants professionnels en nombre important qui leur permet d'avoir un ancrage fort dans le monde socio-économique. Ceci favorise grandement la recherche de stage et l'insertion professionnelle des étudiants.

Des jurys d'évaluation ont lieu deux fois par an et l'encadrement des étudiants est important. Il est notamment garanti par des enseignants référents et par un enseignant vacataire qu'il est envisagé de recruter comme professeur associé (PAST), chargé des « projets pré-professionnels ». Il aide les étudiants à formuler leurs compétences et fait partie d'un plan de lutte contre l'échec. Les étudiants bénéficient de séminaires et d'un répertoire des stages antérieurs. Les taux de réussite sont d'ailleurs voisins de 80 % en général.

La mention est globalement attractive avec des flux d'étudiants importants. Cependant, les informations relatives aux flux d'étudiants (leur origine géographique et statutaire) et surtout à leur devenir sont parcellaires et incomplètes. Aucune spécialité ne fournit de précisions chiffrées quant au devenir des étudiants. La spécialité GEO donne uniquement quelques exemples d'emplois occupés par les étudiants alors que les autres spécialités ne donnent aucune information.

Les équipes pédagogiques sont cohérentes avec le projet de la mention et concrétisent pleinement la dimension pluridisciplinaire de la formation. L'évaluation de la formation par les étudiants est réalisée au sein de chaque spécialité avec des modalités diverses. La mention n'a pas de conseil de perfectionnement.

L'ouverture internationale est inégale selon les spécialités. Très forte pour la spécialité CSO, elle est relativement faible pour les deux autres spécialités qui mentionnent uniquement la participation d'étudiants au titre du programme ERASMUS, sans précision sur les effectifs. Des partenariats internationaux sont mentionnés, mais les modalités restent le plus souvent vagues. Enfin, le dossier présenté est rédigé de façon inégale selon les spécialités et souffre de nombreuses coquilles.

- Points forts :

- Cohérence du projet pédagogique.
- Attractivité de la formation et flux importants d'étudiants.
- Encadrement des étudiants important.
- Ancrage fort dans le monde socio-économique.

- Points faibles :

- Pilotage flou de la mention.
- Information insuffisante sur le devenir des diplômés.
- Dossier et documents fournis présentant une lisibilité limitée et une cohérence insuffisante.



- Recommandations pour l'établissement :

La mention gagnerait, notamment en lisibilité, à se doter d'un pilotage mieux formalisé avec un conseil de perfectionnement et une évaluation plus formelle des enseignements. Un point critique concerne le suivi des étudiants. De ce point de vue, la mise en œuvre d'enquêtes harmonisées auprès des étudiants apporterait des éléments objectifs chiffrés sur le devenir des étudiants et leur évaluation des formations suivies. Enfin, les relations internationales gagneraient à être formalisées.

Evaluation par spécialité

Gouvernance et encadrement des organisations (GEO)

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université d'Evry (UFR SHS 2, rue du facteur Cheval)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité GEO forme les étudiants au management des ressources humaines pour le parcours *E-ressources humaines* (E-RH) et au management et encadrement pour le parcours *Management européen responsable* (MER). L'accent est mis sur la maîtrise des technologies de l'information et de la communication et sur l'ouverture à l'éthique et la responsabilité sociale d'entreprise. Le parcours *E-RH* est ouvert en alternance depuis trois ans.

- Appréciation :

Les objectifs recherchés par la spécialité sont bien définis. Les intitulés des UE sont conformes au projet pédagogique, mais restent parfois vagues et le dossier ne donne que peu de précisions sur le contenu des cours, d'ailleurs, la signification même de l'acronyme MER n'est pas fournie dans le dossier. Des contenus renforcés en informatique, Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) et langues vivantes sont à mettre au crédit de la spécialité. Les enseignements sont assurés par une équipe pédagogique rassemblant enseignants, chercheurs, Professeurs Agrégés détachés de l'enseignement secondaire (PRAG), enseignants-chercheurs dans des proportions judicieuses. Un partenariat avec Télécom Ecole de Management permet une initiation à la recherche.

La spécialité est très attractive et accueille de nombreux étudiants en M2, à la fois en formation initiale et en formation continue. Cependant, il n'est pas fait mention d'une sélection en M2. Il existe des échanges ERASMUS en partenariat avec une université anglaise (Anglia Polytechnic University de Cambridge), mais aucune précision sur les flux d'étudiants n'est fournie.

La spécialité apparaît très fortement ancrée dans le monde socio-économique et un réseau de 150 entreprises est mentionné dans le dossier. Un dispositif complet de tutorat est mis en place avec un accompagnement spécifique des étudiants souhaitant présenter les concours de la fonction publique. Si la formation dispose d'un conseil de perfectionnement, l'évaluation des enseignements se fait selon des modalités encore floues. Le taux de réussite est bon (85 %). Cependant, le dossier ne donne que pas de précision chiffrée sur le devenir des diplômés.

- Points forts :

- Professionnalisation et cohérence des enseignements.
- Encadrement important des étudiants pendant la formation.
- Forte intégration des compétences additionnelles et transversales.
- Parcours *E-RH* en alternance et ouverture à la formation continue.
- Partenariat avec Télécom Ecole de Management.

- Points faibles :

- Intitulés et contenus vagues des UE.
- Pilotage flou, notamment concernant l'évaluation des enseignements.
- Pas de suivi du devenir des diplômés.
- Peu de précisions sur les échanges internationaux.



- Recommandations pour l'établissement :

Le fonctionnement du conseil de perfectionnement de la formation gagnerait à être formalisé pour assurer notamment un meilleur suivi des diplômés et les échanges internationaux pourraient être développés, par exemple à travers l'intervention de professeurs invités.

Coopération et solidarité internationale (CSO)

- Périimètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université d'Evry (UFR SHS 2, rue du facteur Cheval)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité CSO forme des cadres pour les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations intergouvernementales (OIG), le monde associatif et la coopération décentralisée des collectivités territoriales. Les étudiants acquièrent via cette formation des connaissances et compétences pluridisciplinaires en sciences politiques, droit, sociologie, anthropologie et philosophie. La spécialité est ouverte à la formation continue.

- Appréciation :

Si les objectifs recherchés par la spécialité sont très clairs et lisibles, tout en étant originaux (dans sa dimension formation de cadres pour les ONG et les OIG), il n'est pas possible d'apprécier la cohérence des enseignements avec ces objectifs dans la mesure où les UE et leurs contenus ne sont pas donnés dans le dossier. Celui-ci revendique également une professionnalisation progressive et complète ainsi que l'acquisition de compétences transversales, mais sans les détailler. La nature de l'adossement avec le Centre Léon Duguit pour la formation à la recherche n'est pas détaillée non plus.

L'équipe pédagogique regroupe des universitaires et de nombreux professionnels, qui apparaissent être impliqués de façon forte dans la spécialité. La spécialité dispose d'un conseil de perfectionnement se réunissant une fois par an, mais les modalités de l'évaluation des enseignements restent encore vagues.

Les relations internationales apparaissent comme le point fort de la spécialité, elles sont nombreuses et solides et de nombreux stages sont réalisés à l'étranger. De nouveaux partenariats internationaux sont envisagés, de même qu'un Erasmus Mundus, mais les modalités restent vagues.

La spécialité est présentée comme attractive avec une forte diversité des recrutements, cependant les effectifs restent modestes avec des modalités de sélection non définies. Aucune donnée chiffrée sur le devenir des étudiants ou la nature des emplois pourvus n'est donnée dans le dossier. Des possibilités de poursuite en doctorat sont également indiquées sans précision sur les flux. Enfin, le dossier apparaît de faible qualité, comportant beaucoup de maladresses et de lacunes.

- Points forts :

- Originalité du projet pédagogique.
- Nombreux intervenants professionnels.
- Diversité du recrutement des étudiants.
- Forte ouverture internationale, notamment au niveau des stages.

- Points faibles :

- Le contenu des UE n'est pas spécifié.
- Aucune statistique sur le devenir des étudiants.
- Dossier de faible qualité.

- Recommandations pour l'établissement :

Le devenir des étudiants doit être mieux précisé et le dossier renseigné de façon plus complète.

Administration et développement territorial

- Périimètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Université d'Evry (UFR SHS 2, rue du facteur Cheval)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité ADT forme des cadres territoriaux et chargés d'étude, disposant de connaissances des enjeux du développement urbain et territorial. Les étudiants acquièrent des connaissances et compétences multidisciplinaires en économie, droit et gestion. La spécialité est ouverte à la formation continue.

- Appréciation :

Les objectifs recherchés par la spécialité sont clairs et lisibles. Les contenus des UE sont conformes au projet pédagogique de la spécialité. On peut éventuellement regretter l'absence d'un cours sur les déterminants économiques des choix de localisation des agents pour le parcours ville. Les compétences transversales sont également peu développées et il est fait état d'une UE « Méthodologie de la recherche » qui n'apparaît pas ensuite dans le dossier.

L'équipe pédagogique regroupe des universitaires et des professionnels dans des proportions satisfaisantes. Les étudiants disposent d'un suivi sur l'ensemble de la formation. Un conseil de perfectionnement sera créé. En revanche les modalités d'évaluation des enseignements ne sont pas précisées. La spécialité est présentée comme attractive sans que cela soit étayé dans le dossier : on ne connaît ni les modalités de recrutement ni l'origine des étudiants. Le dossier évoque par ailleurs une forte proportion d'étudiants provenant des pays du Maghreb, là encore sans données chiffrées précises.

Il est affirmé que l'insertion professionnelle des étudiants est de 50 % sur des emplois durables, mais aucune donnée chiffrée plus précise sur le devenir des étudiants ou la nature des emplois pourvus n'est donnée dans le dossier. L'ancrage local apparaît cependant fort et structurant. Le dossier évoque également un manque de connaissance de la part des étudiants des emplois de la fonction professionnelle territoriale. Enfin, le dossier apparaît de faible qualité, avec de nombreuses lacunes.

- Points forts :

- Un projet pédagogique de qualité.
- Suivi important des étudiants pendant la formation.
- Ancrage local fort et structurant.

- Points faibles :

- La procédure d'évaluation des enseignements n'est pas précisée dans le dossier.
- Aucune statistique sur le devenir des étudiants.
- Dossier de faible qualité.

- Recommandations pour l'établissement :

Pour le parcours *Ville*, un cours d'économie de la ville pourrait être proposé. Le devenir des étudiants doit être mieux précisé et le dossier renseigné de façon plus complète.



Observations de l'établissement

Evry, le 28 avril 2014

Affaire suivie par :

Direction des Etudes et de la Vie Etudiante

**L'administrateur Provisoire de
l'Université d'Evry Val d'Essonne**

A

Jean-Marc GEIB
Directeur de l'Agence d'Evaluation de la
Recherche et de l'Enseignement Supérieur
Section des Formations et des Diplômes

Objet : Evaluation des masters vague E
Réf AERES : S3MA150007616

Nous avons pris connaissance avec le plus grand intérêt de votre rapport concernant le master mention « administration économique et sociale ». Nous tenons à remercier l'AERES pour l'efficacité et la qualité du travail d'analyse qui a été conduit.

Ce rapport a été transmis au responsable de mention et au directeur d'UFR concernés, qui nous ont fait part en retour de leurs commentaires que vous trouverez ci-joint.

Nous espérons que ces informations vous permettront de bien finaliser l'évaluation des formations de l'Université.

Michel GUILLARD



EVALUATION DES DIPLOMES MASTERS – VAGUE E

Observations	
Domaine	Droit, économie, gestion
Mention	Administration économique et sociale
Demande n°	S3MA150007616
Responsable de mention	Frederick Mispelblom

1. Réponse globale aux remarques générales

Ayant tiré les enseignements des années précédentes, nous avons décidé de resserrer fortement l'offre de formation en master AES et d'y renforcer la dimension recherche par les moyens suivants :

-la spécialité CSI (coopération et solidarité internationale) a été fusionnée avec une formation en « droit humanitaire » pilotée par le département de droit et le laboratoire Léon Duguit, et a été ainsi sortie de la mention AES

-dans celle-ci, la nouvelle offre de formation a fusionné les parcours E-RH et MER (management européen responsable : il s'agit d'une appellation de la fédération européenne des syndicats de cadres) en un seul, intitulé GEO (gouvernance et encadrement des organisations)

-la spécialité ADT (administration et développement territorial) proposera une perspective dans le domaine des politiques territoriales de santé, liées à un partenariat en cours de construction depuis deux ans avec des institutions locales (Le centre hospitalier du sud francilien, l'AFM-Telethon, le Genopole, l'Irfase, Institut de recherche et de formation à l'action sociale dans l'Essonne) et s'intitule désormais GESST : Gouvernance et encadrement du social, de la santé et des territoires

-de ce fait, des mutualisations en master 1 et 2 vont être proposées pour toutes les UE transversales liées à la professionnalisation des futurs cadres : méthodologie de recherche, sciences sociales et humaines appliquées aux situations professionnelles, Gouvernance, management, encadrement etc.

-l'appui recherche pour le parcours GEO et GESST restent les mêmes (laboratoire TEM pour la dimension gestion, Centre de recherche sur la formation-CRF-du Cnam pour la professionnalisation, l'analyse des pratiques et la dimension transversale de recherche, voir plus loin) mais s'est enrichi par le rattachement d'une Chaire d'Education thérapeutique des patients au CRF qui permet de développer une dimension santé dans l'offre de formation (avec plusieurs recherches sur le handicap de la part de notre équipe d'Evry en cours)

-de ce fait, deux parcours plus clairement identifiés se dessinent, commençant tous deux par Gouvernance et encadrement : GEO, qui prépare à la fonction d'encadrement dans les entreprises, mais aussi d'autres organisations, et GESST, qui prépare à la coordination des relations partenariales dans les territoriales, entre le secteur social et celui de la santé

-de ce fait, le terme de « management » ayant disparu des intitulés, la mention AES se distingue plus clairement des « sciences du management » proposées dans les filières en gestion

-dimension transversale de recherche renforcée : depuis deux années, un « master partagé » co-organisé par notre département AES et le Cnam, le Merfa (master européen de recherche sur la formation des adultes) a été mis en place, qui permet chaque année à une dizaine d'étudiants de nos filières professionnelles de s'inscrire dans un master recherche spécifique où ils se retrouvent avec des « professionnels en formation », ce qui débouche pour certains sur des projets de thèse

-pilotage : la responsabilité des masters ainsi resserrés est assurée depuis un an par un PU (sociologie) et une MCF HDR (gestion, directrice du département)

-devenir des diplômés : nous sommes tout à fait conscient des lacunes dans le suivi de l'insertion professionnelle de nos étudiants, dues au fait que les services centraux de l'université qui assurent ce suivi ne font pas ressortir jusqu'ici les étudiants d'AES des grandes cohortes de tout le domaine Droit, économie et gestion ; nous avons donc déposé une demande officielle d'identification spécifique des étudiants d'AES par ces services

-cela sera facilité par le fait que nous avons souhaité inscrire notre mention de master AES dans le domaine Sciences humaines et sociales, et non plus en Droit, économie et gestion comme cela était le cas jusqu'ici

2. Réponses sur les deux spécialités, GEO/ADT

-étant donné que la spécialité CSI est sortie de la mention AES, nous ne ferons pas de commentaire à son sujet

-une partie des réponses concernant la spécialité GEO devenue « parcours » se trouve dans le point 1 ; concernant les remarques sur le « flou » de certains intitulés, notre nouvelle offre de formation le sera moins, mais nous devons aussi veiller à ne pas donner d'intitulés trop spécialisés, pour deux raisons :

- * les préoccupations, tâches et responsabilités des « cadres polyvalents » changent très vite (exemple : la « prévention des risques psycho-sociaux » apparue récemment et devenue centrale), nous devons donc être en capacité de nous y adapter parfois « entre deux périodes d'habilitation »

- * le caractère général des intitulés nous a aussi permis d'organiser depuis deux ans des « couplages » entre nos masters et des certifications professionnelles existantes dans le domaine social et médico-social (ex : avec une formation Caferuis-chefs de service du secteur social et médico-social, en partenariat avec l'IRTS-Institut de recherche et de formation en travail social, de Montrouge-Neuilly sur Marne), en Formation continue

-spécialité ADT devenue parcours GESST (gouvernance et encadrement du social, de la santé et des territoires) ; cette filière est fortement liée au projet de création d'un Centre de recherche et de formation des métiers du social et de la santé (CRFMSS), dont le PU responsable des masters est chargé depuis 2012 ; de ce fait, l'ancrage territorial de cette filière est encore renforcée, au moyen des partenariats déjà mentionnés en 1, mais aussi d'autres (Centre de ressources des politiques de la ville, Conseil général, réseau « santé publique » sur Evry et Courcouronnes, etc).

3. Conseil de perfectionnement : la composition de ce dernier qui est prévu, sera fortement liée aux modalités de l'assise institutionnelle du CRFMSS mentionné ci-dessus. Il est de ce fait aussi dépendant de la gouvernance de notre université (élections présidentielles à venir).

4. International : par le biais de l'invitation de deux professeurs du Québec, nous avons tenté de développer cette perspective pour nos étudiants, en plus de celle qui consiste à suivre des cours à Anglia Cambridge (échanges Erasmus).

La création d'un master *européen* de recherche commun AES université d'Evry/Cnam, avec des séminaires ponctuels et des « universités d'été » dans différents pays européens, va aussi dans ce sens.

Par ailleurs, nous sommes en train de renforcer les partenariats avec le Maghreb, en particulier la Tunisie (convention avec une université de Tunis).

Mais il faut bien convenir du fait que nous étudiants, venant d'un bassin de recrutement essonnien et Sur Ile de France pour la grande majorité, ont peu tendance à chercher par exemple des stages à l'étranger.

Nous faisons régulièrement intervenir les représentants du Service des relations internationales, mais dans l'ensemble, les perspectives internationales restent limitées et plus liées à des initiatives personnelles d'étudiants (exemple : stages dans leur pays d'origine) qu'à une véritable politique globale.

Corinne Baujard (MCF HDR gestion) et Frederik Mispelblom Beijer (PU sociologie)